



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Bernard MODOT, Joëlle URBANI

Solidarités - Plan d'urgence pour le logement - Modification du règlement attributif de l'aide plan climat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la rénovation énergétique des logements du parc privé - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le secteur résidentiel étant un des plus émetteurs de gaz à effet de serre et consommateur d'énergie, la rénovation énergétique des logements constitue un enjeu majeur pour le climat. La rénovation du parc de logements est aussi garante d'un meilleur confort pour les habitants, été comme hiver. Rénover son logement permet aussi de valoriser son patrimoine. Ainsi, la rénovation thermique des logements répond à des enjeux environnementaux, sociaux et économiques et doit s'ancrer durablement dans la culture des propriétaires de logements.

Par délibération n° M2021-203 du 7 juin 2021, a été décidé dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAET-s) de Montpellier Méditerranée Métropole d'instaurer une nouvelle aide financière pour faciliter la rénovation énergétique des logements du parc privé. D'un montant forfaitaire de 1 300 € (par logement ou lot d'habitation dans le cadre des copropriétés), cette aide s'adresse aux propriétaires, occupants ou bailleurs, d'un logement (maison individuelle ou appartement en copropriété) ainsi qu'aux copropriétés (rénovation à l'échelle de la copropriété), situés dans la Métropole. Pour favoriser une rénovation globale du logement avec la réalisation d'un ensemble de travaux y concourant, plus efficace et économiquement intéressante, Montpellier Méditerranée Métropole a conditionné cette aide à l'obtention d'un gain énergétique minimum de 40 % à la suite de la rénovation du logement.

Les modalités d'attribution de cette aide plan climat ont fait l'objet d'un règlement annexé à la délibération du 7 juin 2021. Ce règlement décrit également les modalités de mise en œuvre du financement du reste à charge de 90 € par logement du coût de l'audit réalisé dans le cadre de l'offre d'accompagnement Rénov'Occitanie, proposée par l'Agence Régionale de l'Énergie et du Climat (AREC Occitanie), en direction des particuliers et des copropriétés rénovation à l'échelle de la copropriété.

L'actuelle crise du logement a conduit Montpellier Méditerranée Métropole à adopter un plan d'urgence pour le logement en Conseil de Métropole du 11 juillet 2023. A ainsi été décidé le doublement du montant de l'aide Plan Climat. Cette aide reste attribuée sans condition de ressources. La rénovation thermique des logements devrait ainsi pouvoir être favorisée dans un contexte économique difficile pour les ménages.

Il convient de revoir le règlement d'attribution de cette aide Plan Climat pour modifier le montant forfaitaire attribué qui passe ainsi de 1 300 € à 2 600 €. Les conditions d'éligibilités ainsi que les engagements mutuels, pièces à fournir et modalités de versement sont inchangés, mais des améliorations ont été apportées dans ce règlement modifié pour faciliter son appropriation. Il a aussi été précisé qu'un bouquet de travaux et notamment des travaux d'amélioration thermique de l'enveloppe du bâtiment (isolation en toiture, murs, fenêtres...) seront à privilégier. Une rénovation globale, et en particulier des travaux d'isolation, permet en effet de réduire les besoins en énergie et d'améliorer le confort, hiver comme été.

Pour les copropriétés, une convention de subvention de l'aide plan climat pour des travaux de rénovation énergétique doit être signée avec le syndic. A la suite du doublement de l'aide, il convient de modifier la convention type approuvée par délibération n° M2021-203 du 7 juin 2021.

Les modalités de fonctionnement concernant le financement du reste à charge de l'audit (Offre AREC Occitanie) sont inchangées. La convention de partenariat avec l'AREC Occitanie pour cette prise en charge, approuvée par délibération n° M2021-203 du 7 juin 2021, reste en vigueur.

Fin août 2023, 929 dossiers d'aides à la rénovation thermique des logements de 1300 € ont été engagées par la Métropole, pour un montant total de subventions de 1 207 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de l'aide Plan Climat, sans condition de ressources, d'un montant forfaitaire de 2 600 € (par logement ou lot d'habitation dans le cas de copropriétés) aux ménages propriétaires, occupants ou bailleurs, d'un logement (maison individuelle ou appartement en copropriété) ainsi qu'aux copropriétés, pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique de leurs logements situés sur la métropole de Montpellier, permettant un gain énergétique minimum de 40% ;
- De dire que l'aide Plan Climat et le financement du reste à charge de l'audit sont accordés selon les modalités exposées dans le règlement modifié ;
- De dire que ce règlement modifié entrera en vigueur dès lors que la présente délibération sera exécutoire ;
- D'approuver les termes de la convention type modifiée d'octroi des subventions de l'aide Plan Climat pour des travaux de rénovation énergétique d'une copropriété ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-246637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe1_RèglementAttributionAidePlanClimatAudit_1023.pdf

- Annexe2_Convention-Type-Copro_AidePlanClimat_1023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.